

Culture économique, juridique et managériale

BTS SIO, 1^{ère} année



Thème 2. La régulation de l'activité économique

Chapitre 6. Quel est le rôle de l'Etat dans la régulation économique ?

- ❶ Les principales fonctions de l'Etat et son rôle d'accompagnement de la croissance économique
- ❷ La conjoncture, les caractéristiques structurelles d'une économie
- ❸ Les politiques conjoncturelles et les politiques structurelles
- ❹ La politique de l'offre, la politique de la demande
- ❺ L'incidence du contexte internationale sur les politiques économiques
- ❻ L'influence du cadre européen sur la régulation de l'activité économique



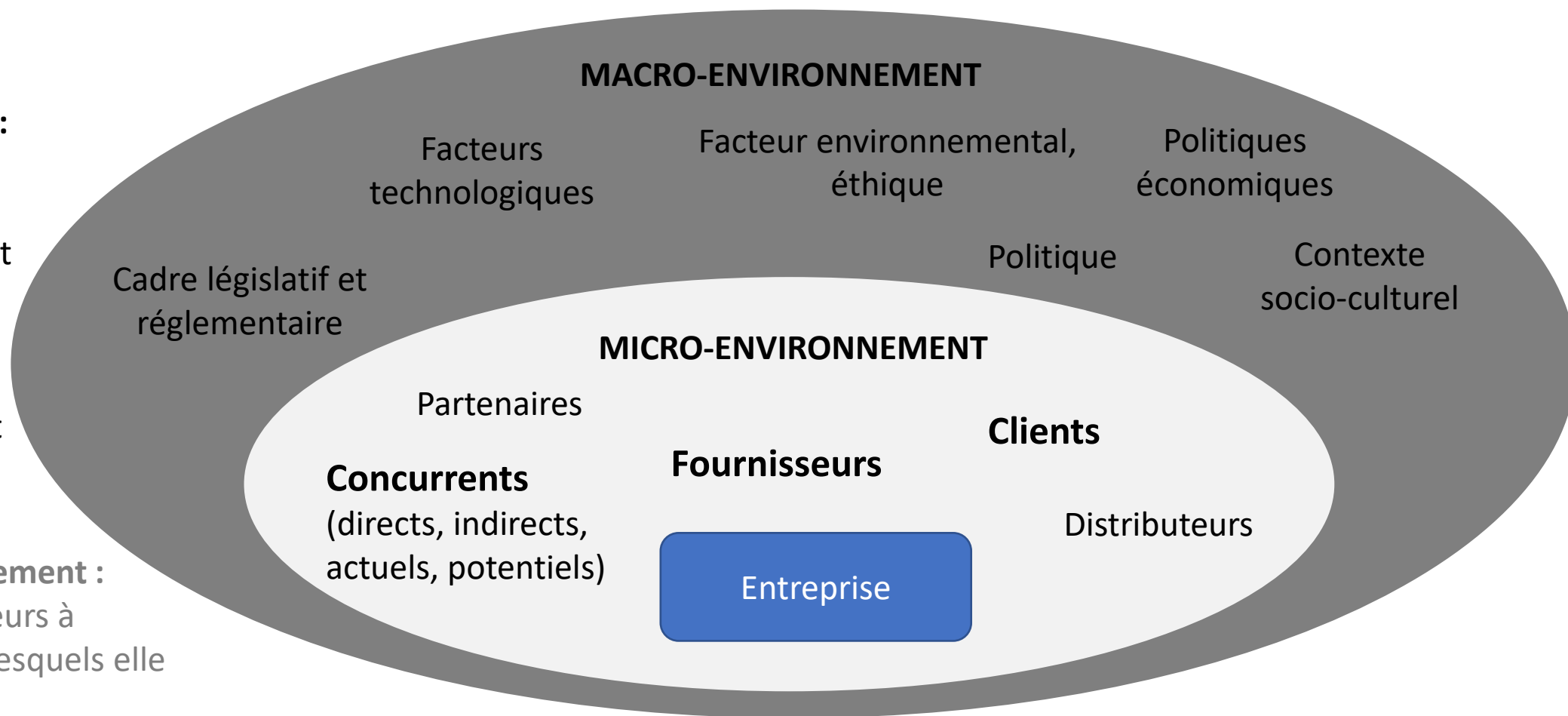
U3. Culture économique, juridique et managériale
BTS SIO, 1^{ère} année

Rappel : macro-environnement de l'entreprise

Macro-environnement :

éléments extérieurs à l'entreprise, dont l'évolution influence sa situation et sur lesquels elle agit difficilement

Micro-environnement :
éléments extérieurs à l'entreprise sur lesquels elle peut agir

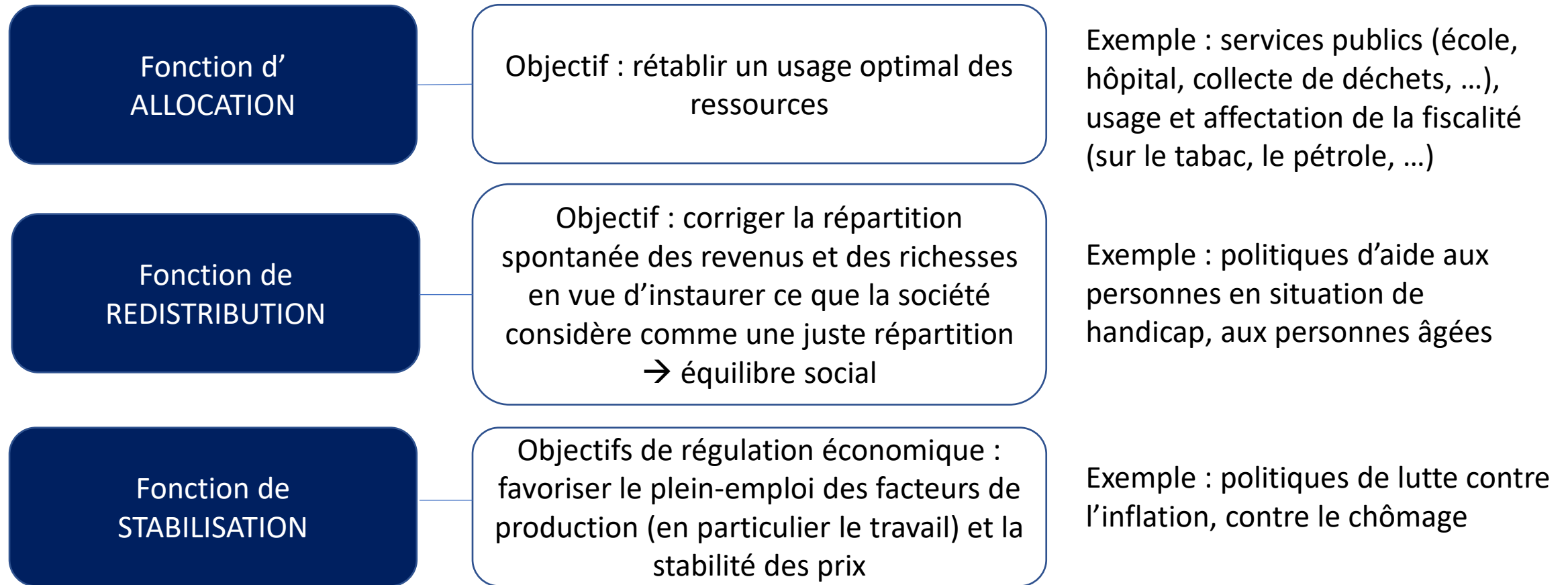


L'Etat : principales fonctions et rôle

1

A quoi sert l'Etat ? Les 3 grandes fonctions économiques de l'Etat selon Richard MUSGRAVE

(Economiste d'origine allemande, installé aux Etats-Unis, 1910 – 2007) *The Theory of Public Finance*, 1959



<https://www.lumni.fr/video/a-quoi-sert-l-etat-dans-une-economie-de-marche>

Quelle fonction de l'Etat pour ces mesures ?

DOCUMENT 1 Fiscalité : les mesures Macron en faveur du pouvoir d'achat

Le nouveau président propose [...] deux mesures phares à destination des classes moyennes et populaires : la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des contribuables et la baisse des cotisations sociales salariales. [...] Pour les bas salaires, Emmanuel Macron souhaite enfin mettre en place une hausse de la prime d'activité.

H. Baudino, www.latribune.fr, 12 mai 2017.

DOCUMENT 2 Le prêt à taux zéro

Le prêt à taux zéro (PTZ) constitue un dispositif de soutien à l'accès à la propriété des ménages à revenus modestes et intermédiaires. Il est accordé sous conditions de ressources pour faciliter l'accès à la propriété.

www.economie.gouv.fr, 15 mars 2018.

DOCUMENT 3 Réforme de l'apprentissage : ce qu'il faut savoir

Pour doper l'apprentissage et lutter contre le chômage des jeunes, le Gouvernement a annoncé une simplification du dispositif pour les entreprises, de nouveaux circuits de financement, et enfin une meilleure information et des mesures incitatives pour les futurs apprentis.

V. Mazuir, *Les Échos*, 9 avril 2018.

DOCUMENT 4 Diesel : ce que prévoit le gouvernement Philippe

Le Premier ministre Édouard Philippe a annoncé, lors de son discours de politique générale, [...] « Nous voulons arriver à la neutralité carbone d'ici 2050. [...] La convergence diesel-essence sera atteinte avant la fin de la mandature. »

V. Le Billon, A. Feitz et P. Demoux, *Les Échos*, 4 juillet 2017.



La politique économique de l'Etat

Réguler l'activité économique (stabiliser)



Politique CONJONCTURELLE
d'offre ou de demande

- Politique monétaire
- Politique budgétaire

Favoriser la croissance économique
et le développement durable



Politique STRUCTURELLE
d'offre ou de demande

- Politique industrielle
- Politique de la concurrence
- Politique d'éducation et de formation
- Politique de recherche et d'innovation
- ...

Court terme

Long terme

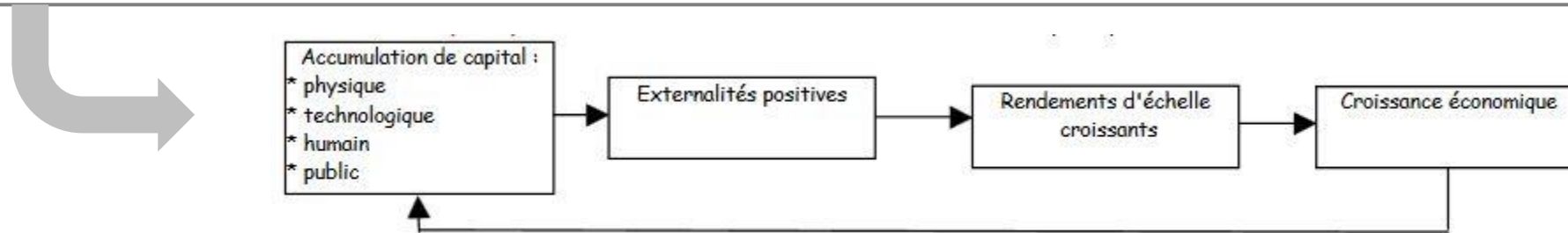
Principaux objectifs :
croissance, plein-emploi, stabilité des prix, équilibre des échanges extérieurs

Croissance endogène, croissance exogène

1

Théorie de la croissance endogène : croissance économique auto-entretenu

- Théorie développée notamment par **Paul ROMER**, Robert E. LUCAS et Robert BARRO (*"Increasing Returns and Long Run Growth"*, Paul Romer, 1986)
- La croissance économique résulte de **facteurs endogènes** comme le **développement du capital humain, les savoir-faire, le progrès technique** (investissements susceptibles **d'entretenir durablement** l'augmentation de l'activité économique)
- 4 facteurs qui influent particulièrement sur le taux de croissance économique :
 - Les rendements croissants grâce aux gains d'échelle
 - L'intervention judicieuse de l'Etat, notamment par l'investissement dans les infrastructures (routes, ports, télécoms, ...)**
 - La recherche-développement, l'innovation
 - La connaissance, le capital humain



Modèle de la croissance exogène

- Développé par **Robert SOLOW**
- La croissance économique dépend de **2 facteurs** : la **croissance démographique** et le **progrès technique** → facteurs non expliqués par le modèle, **introduits comme des facteurs exogènes** (progrès technique : « une manne qui tombe du ciel »)

Indicateurs de développement économique

1

- **La croissance économique d'un pays** : augmentation de la richesse créée dans le pays, mesurée par l'évolution du PIB (exprimée en %)

Produit Intérieur Brut (PIB) =
somme des valeurs ajoutées de
des entreprises

- **Le plein-emploi** : situation selon laquelle la presque totalité de la population active d'un pays, d'un lieu a un emploi (selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le marché du travail est en situation de plein emploi quand le taux de chômage est inférieur à 5%)

Taux de chômage : pourcentage
de chômeurs dans la
population active (actifs
occupés + chômeurs)

- **L'inflation** : augmentation générale et durable des prix (ayant pour conséquence la perte de pouvoir d'achat)

Taux d'inflation : variation du
« panier de la ménagère »
(zone euro : IPCH, Indice des
Prix à la Consommation
Harmonisé)

- **Le solde du commerce extérieur** : différence entre la valeur des exportations (X) et celle des importations (M) entre deux pays (ou deux zones) ; relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges de produits (biens et services) ; solde négatif ($X < M$), à l'équilibre ($X = M$) ou positif ($X > M$)

Croissance française

Évolution annuelle du PIB en %



Source : Insee

*prévision



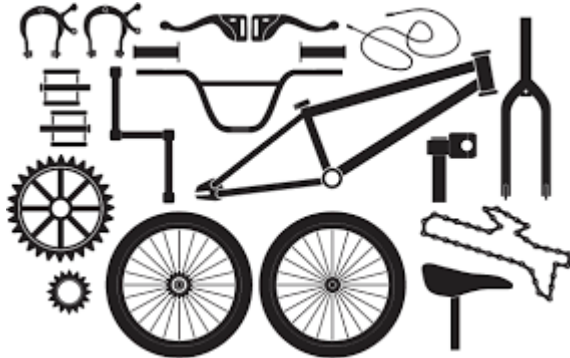
La valeur ajoutée : exemple

Fabricant de vélos

- Prix de vente d'un vélo : 380 €

Dépenses engagées pour produire un vélo :

- Système de freins : 40 €
- Pneus : 14 €
- Câbles : 6 €
- Pédales : 12 €
- Cadre : 80 €
- Eclairages : 5 €
- Selle : 2 €
- Energie : 5 €



Année 2021

- Ventes : 9200 vélos

Valeur ajoutée *brute* : hors amortissements

Valeur ajoutée *nette* : déduction faite des dotations aux amortissements

Quel est le CA (chiffre d'affaires) de l'année 2021 ?

$$\text{CA} = \text{Prix} \times \text{Quantité vendue} = 3,496 \text{ M€}$$

Quelle est la VA (valeur ajoutée) en 2021 ?

$$\text{VA} = \text{CA} - \text{Consommations Intermédiaires (CI)} = 1,987 \text{ M€}$$

Consommations Intermédiaires = 164 € / vélo

CI x Quantité : 1,509 M€

VA = 3,496 M€ - 1,509 M€

Affectation :

Revenus du
travail

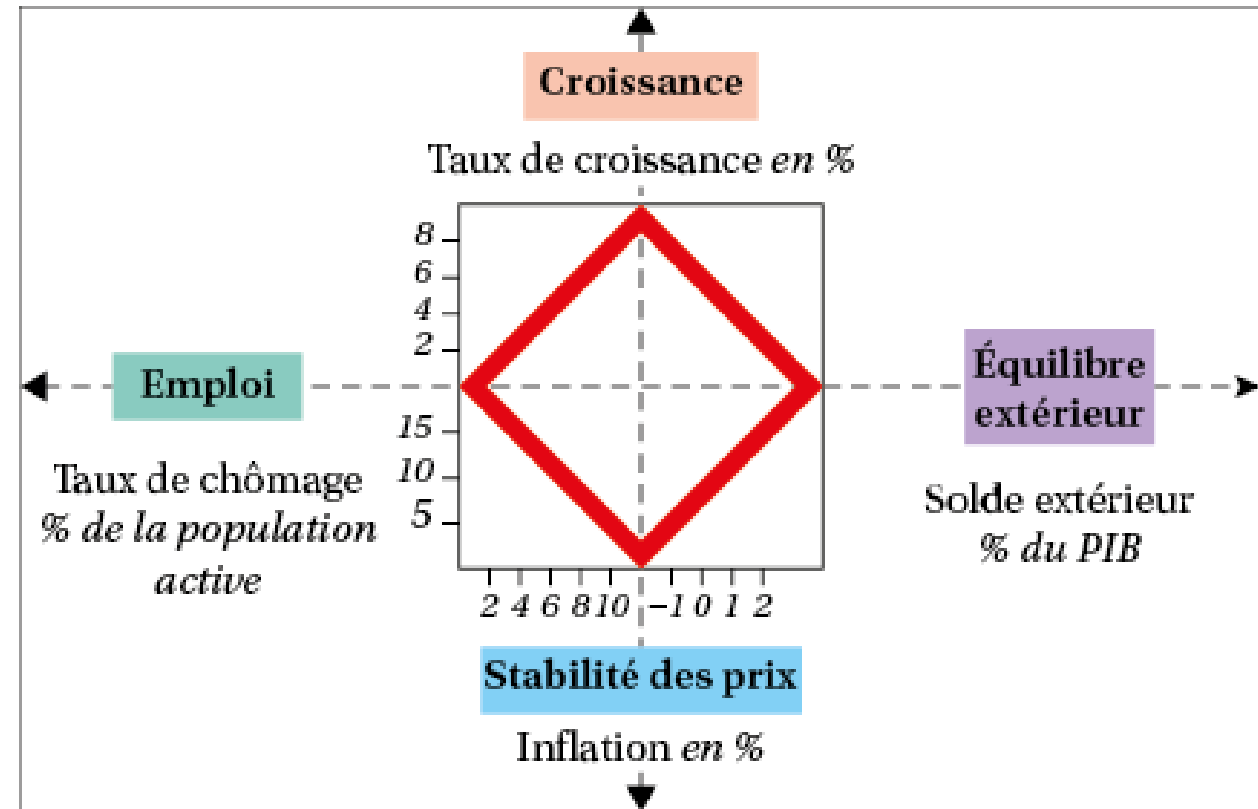
Revenus du
capital

Prélèvements

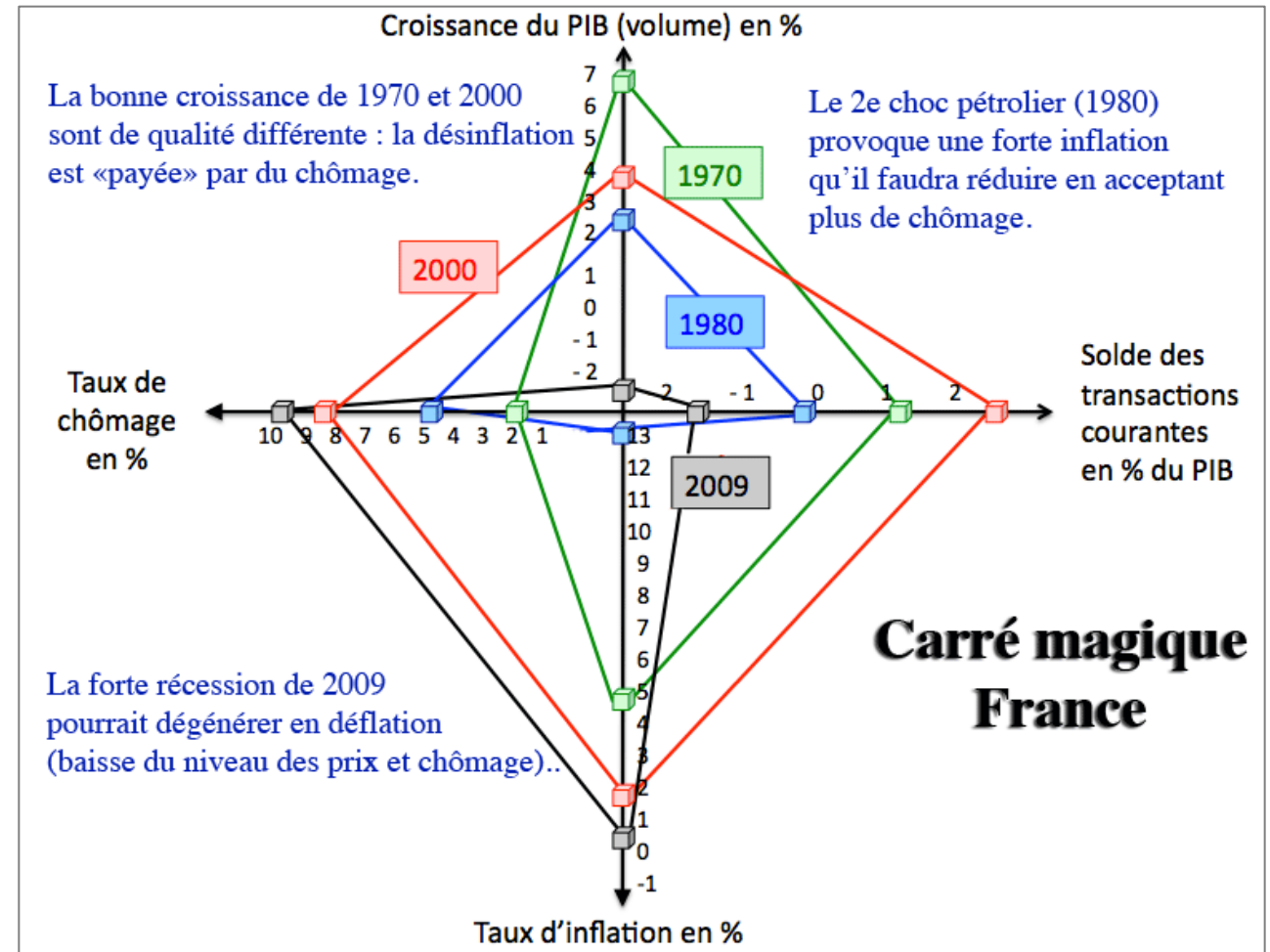
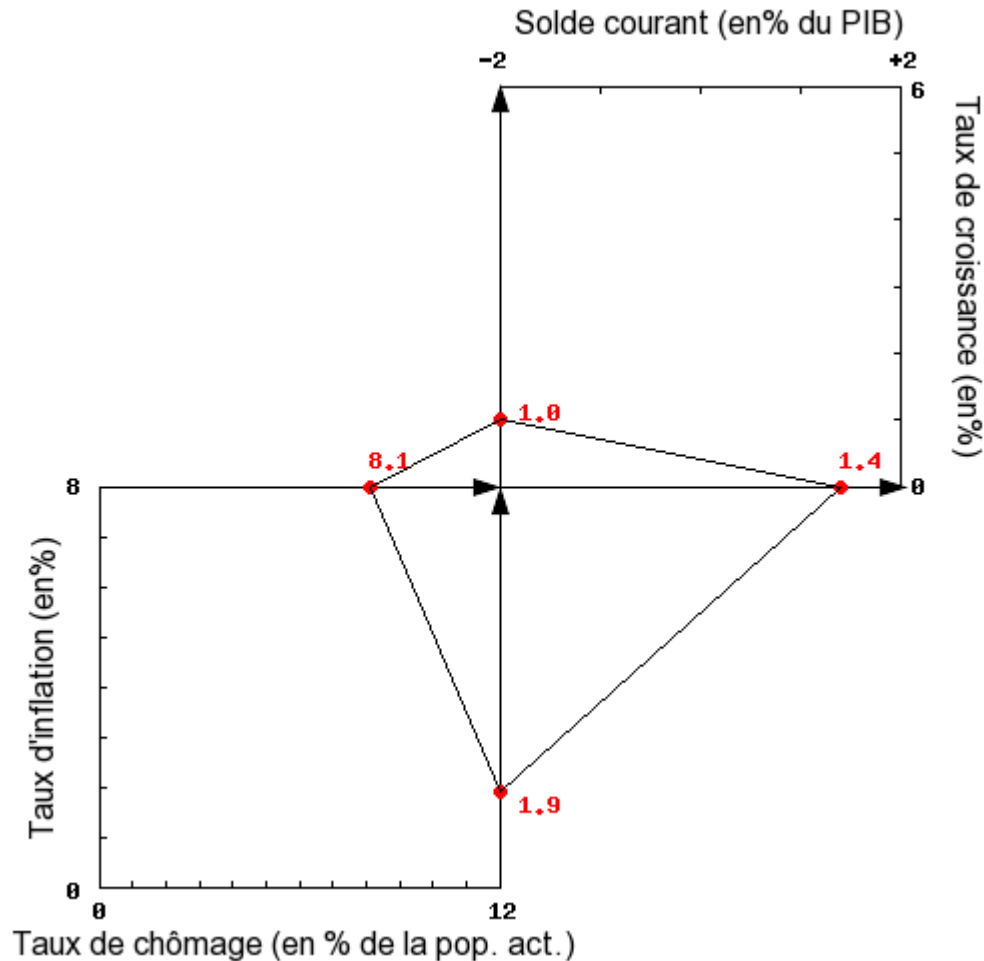
La politique économique : des mesures pour ② ③ maintenir ou retrouver les équilibres du « carré magique »

Le carré magique de Nicholas KALDOR (économiste britannique, 1908-1986)

- Représentation graphique résumant la situation économique d'un pays à partir de 4 indicateurs
- Indicateurs correspondant aux 4 principaux objectifs de politique économique : croissance économique, plein-emploi, stabilité des prix, équilibre des échanges extérieurs
- Un « idéal économique » : plus la forme est proche d'un carré, plus la situation économique est favorable
- Un idéal « magique » car difficile d'atteindre simultanément les 4 objectifs



- Un carré qui a plutôt la forme d'un quadrilatère
- Plus la surface du quadrilatère s'éloigne de la surface théorique du carré, plus la situation économique se détériore
- La déformation du quadrilatère donne une indication de l'efficacité de la politique économique



La politique économique conjoncturelle

Conjoncture : « ensemble des éléments concourant simultanément à caractériser une situation temporaire donnée »

Dictionnaire d'économie et de sciences sociales

Conjoncture économique : situation économique observable, à un moment donné, dans un secteur d'activité, une branche, une région, un pays.

Evaluée grâce à des **indicateurs conjoncturels** : indicateurs susceptibles d'évoluer à court terme

L'inflation bondit à 3,6 % en France

« En février, les prix à la consommation ont augmenté de 3,6 % sur douze mois glissants, après 2,9 % en janvier, selon les données publiées ce vendredi par l'Insee. L'institut évalue à 1,9 % la hausse du pouvoir d'achat en 2021. »

<https://www.lesechos.fr/economie-france/conjoncture/linflation-bondit-a-36-en-france-1389689>

Tableau de bord de la conjoncture

- Février 2022

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2107840>

Principaux indicateurs conjoncturels

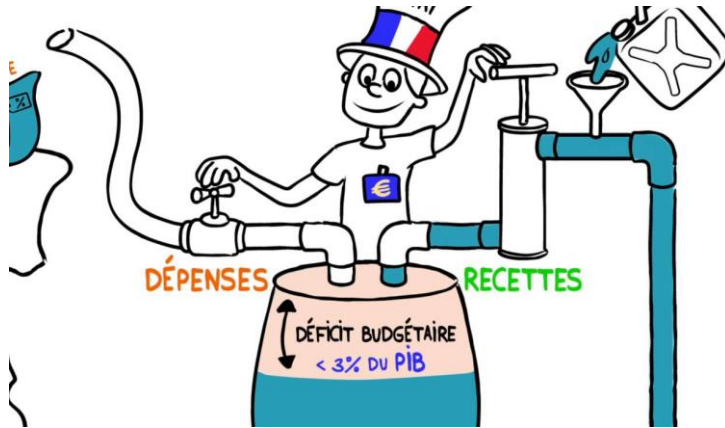
Indicateurs clés nationaux	Date de valeur	Valeur	Tendance / période précédente	Période de référence	Date de mise à jour
Croissance économique	4 ^e trimestre 2021	+ 0,7 %	↗	T(T-1)	25/02/2022
Consommation	Janvier 2022	46,8 milliards d'euros	↘	M(M-1)	25/02/2022
Confiance des ménages	Février 2022	98	↘	M(M-1)	24/02/2022
Emploi salarié	4 ^e trimestre 2021	20 041 milliers	↗	T(T-1)	04/02/2022
Taux de chômage	4 ^e trimestre 2021	7,4 %	↘	T(T-1)	18/02/2022
Prix à la consommation	Février 2022	+ 3,6 %	↗	Glissement annuel M(M-12)	25/02/2022
Production industrielle	Décembre 2021	+ 0,1 %	↗	M(M-1)	04/02/2022
Capacités de production	1 ^{er} trimestre 2022	82,5 %	↗	T(T-1)	20/01/2022
Coût du travail	1 ^{er} trimestre 2022	◆ %	→	Glissement annuel T(T-4)	15/12/2021

CLIMAT DES AFFAIRES

Tous secteurs	Février 2022	112	↗	M(M-1)	23/02/2022
Industrie manufacturière	Février 2022	112	↘	M(M-1)	23/02/2022
Services	Février 2022	112	↗	M(M-1)	23/02/2022
Bâtiment	Février 2022	114	↗	M(M-1)	23/02/2022
Commerce de détail	Février 2022	107	↗	M(M-1)	23/02/2022
Commerce de gros	1 ^{er} bimestre 2022	113	↘	M(M-2)	20/01/2022

Deux types de politique économique conjoncturelle ³

La politique budgétaire



- Outil : le budget de l'Etat (loi de finances)
- Définir le niveau de dépenses nécessaire à la réalisation des objectifs de court terme
- Définir le niveau de recettes destinées à financer ces dépenses
- Dépenses > recettes : déficit budgétaire
- Dépenses < recettes : excédent budgétaire

<https://www.citeco.fr/la-politique--monetaire>

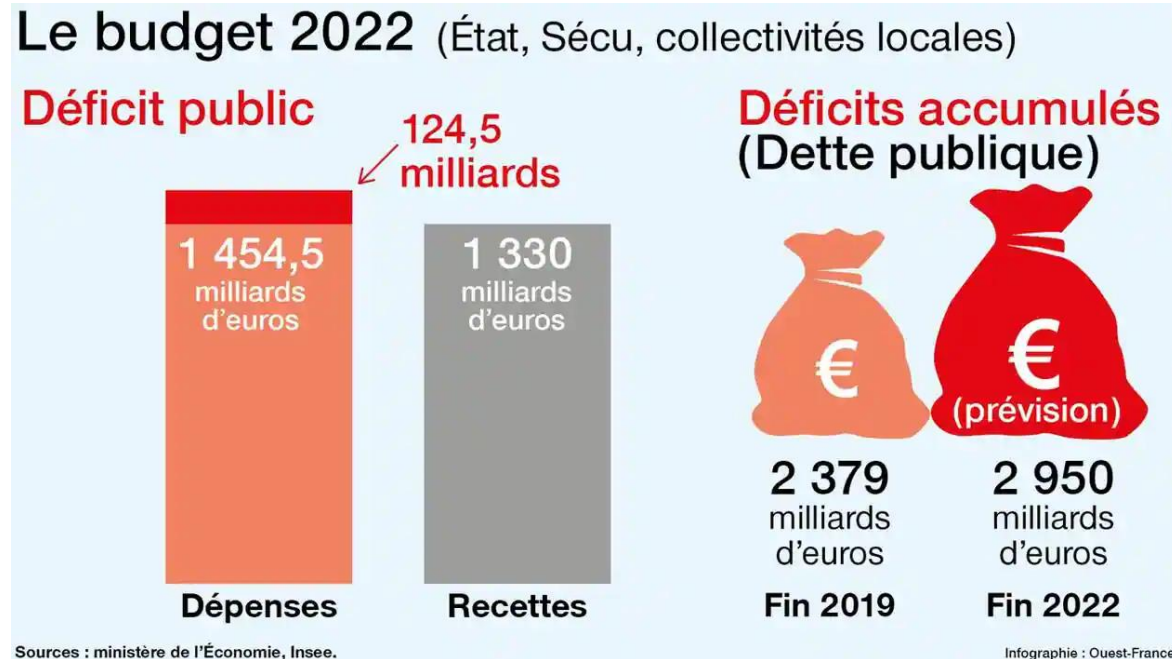
La politique monétaire ⁽¹⁾



- Outil : la monnaie (l'euro)
- Réguler la quantité de monnaie en circulation dans l'économie en agissant sur les taux d'intérêt
- Politique monétaire restrictive : baisse de la quantité de monnaie en circulation pour limiter l'inflation
- Politique monétaire expansionniste : augmentation de la quantité en circulation pour soutenir la croissance

⁽¹⁾ Politique monétaire commune à l'UE depuis l'entrée en vigueur de l'euro (Banque Centrale Européenne, BCE)

France : les choix budgétaires pour 2022



La flambée du prix du gaz pousse l'Etat à prolonger le bouclier tarifaire de six mois

Mis en place en octobre dernier, le bouclier tarifaire sur le gaz pour protéger les Français de la hausse des tarifs devrait être prolongé. Alors que les cours flambent sous l'effet de la guerre en Ukraine, le gouvernement tient à préserver le pouvoir d'achat des Français.

<https://www.latribune.fr/economie/france/la-flambee-du-prix-du-gaz-pousse-l-etat-a-prolonger-le-bouclier-tarifaire-de-six-mois-905136.htm>

- Budget de relance et d'investissement : « *la loi de finances pour 2022 table sur la dépense et l'investissement pour favoriser la croissance économique* »
- Budget déficitaire
- Déficit public en baisse à 4,8 % du PIB (8,4 % en 2021 et 9,1% en 2020)
- Prévision de croissance de 4%
- Taux de prélèvements obligatoires stable à 43,5% du PIB (impôt sur les sociétés 25%)
- Budget en hausse pour la défense, la culture, l'éducation, la justice, la transition écologique
- Bouclier tarifaire pour contenir la hausse du prix du gaz et de l'électricité : coût estimé 5,9 mds €

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/impots-croissance-dette-le-budget-2022-en-10-chiffres-cles-1348648>

<https://www.vie-publique.fr/loi/281557-loi-de-finances-pour-2022-budget-2022>

La politique économique structurelle

« Composante de la politique économique qui, visant une modification profonde du fonctionnement de l'économie, tend à modifier les institutions et les comportements des agents économiques »

Dictionnaire d'économie et de sciences sociales



Effets de long terme, modifications durables des structures de l'économie

Peut se décliner en plusieurs types de politique, dont :

- **Politique industrielle** : stratégie mise en oeuvre par le gouvernement pour encourager le développement de secteurs économiques
- **Politique de la concurrence** : protection des consommateurs, réglementation des ententes, contrôle des opérations de concentration, ...
- **Politique d'éducation et de formation** : par exemple soutien à la formation professionnelle
- **Politique de recherche et d'innovation**
- **Politique environnementale**
- **Politique agricole**

<https://www.citeco.fr/debat-comment-l-etat-peut-il-soutenir-l-innovation>

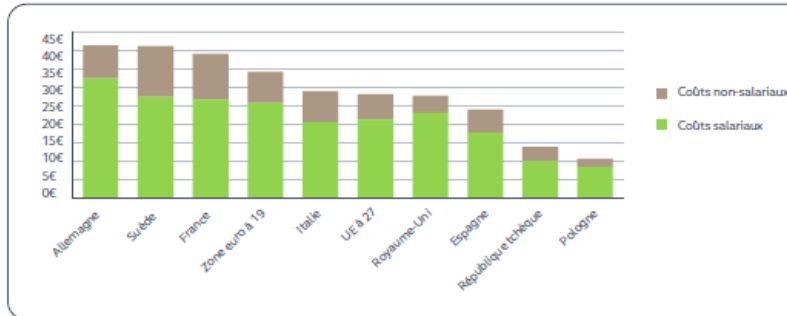
Les enjeux structurels pour la France, Cour des Comptes, décembre 2021 3

Graphique n° 1 : part des exportations françaises de biens dans la zone euro (%)



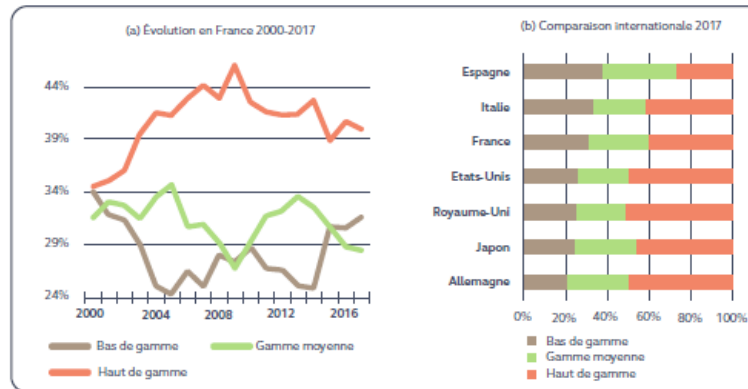
Source : Eurostat, comptes nationaux – NB : la zone euro exclut ici l'Irlande en raison des anomalies concernant la mesure de son PIB en 2015.

Graphique n° 7 : décomposition du coût horaire du travail dans l'industrie en 2019



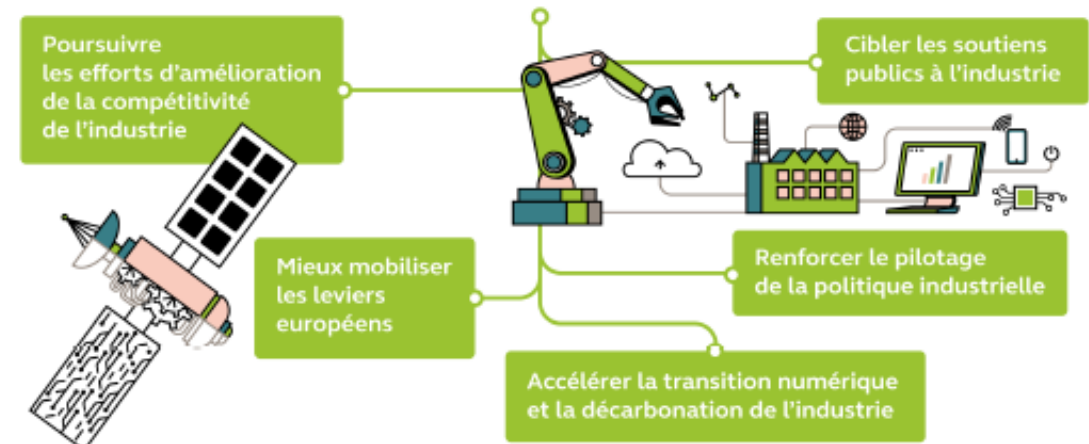
Source : Eurostat

Graphique n° 2 : structure des exportations de biens manufacturiers par gamme de valeurs, unitaires, en pourcentage du total



Source : CEPII, calculs France Stratégie. Base WFTC. Gammes de valeur en fonction de l'écart de prix par rapport à une référence mondiale (haut de gamme : écart supérieur à 15 %, moyenne gamme : écart entre -15 et +15 %, bas de gamme : écart d'au moins -15%).

ADAPTER LA POLITIQUE INDUSTRIELLE AUX NOUVEAUX ENJEUX



<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/adapter-la-politique-industrielle-aux-nouveaux-enjeux>

La politique de l'offre, la politique de la demande : pour relancer/soutenir la croissance



Ensemble de mesures prises visant à améliorer les conditions de production des entreprises : produire mieux et moins cher

- Réduction de charges, baisse des impôts
- Aides diverses (subventions, CICE, ...)

Les mesures peuvent également être d'ordre non monétaires : simplification de démarches administratives, suppression de normes, assouplissement du Code du travail, ...

→ Action **directe** de l'Etat sur les conditions de l'activité des entreprises



Ensemble de mesures prises visant à améliorer le pouvoir d'achat des ménages : soutenir la demande

- Réduction d'impôts
- Augmentation du salaire minimum
- Aides diverses (prestations sociales, ...)

Par ailleurs, l'Etat peut aussi soutenir la demande pour les entreprises via ses propres achats, investissements

Théorie économique de John Maynard KEYNES : New Deal mené aux Etats-Unis (an. 1930)

→ Action **indirecte** de l'Etat sur l'activité des entreprises

Le CICE, politique de l'offre ou de la demande ?

DOCUMENT 1 Le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi)

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a pour objectif de redonner aux entreprises des marges de manœuvre pour investir, prospecter de nouveaux marchés, innover, favoriser la recherche et l'innovation, recruter, restaurer leur fonds de roulement ou accompagner la transition écologique et énergétique grâce à une baisse du coût du travail.

Le CICE, c'est quoi ?

Le CICE représente une économie d'impôt qui équivaut à 4 % de la masse salariale en 2018 (4 % en 2013, 6 % de 2014 à 2016 et 7 % en 2017), hors salaires supérieurs à 2,5 fois le SMIC. Pour les rémunérations versées à des salariés affectés à des exploitations situées dans les départements d'outre-mer, le taux est fixé à 9 % à partir de 2016 (7,5 % en 2015). Le CICE permet de diminuer les charges de personnel.

Le CICE, c'est pour qui ?

Il bénéficie à **toutes les entreprises** employant des salariés, relevant d'un régime réel d'imposition sur les bénéfices (impôt sur le revenu ou sur les sociétés), quels que soient la forme de l'entreprise (entreprises individuelles et indépendantes, sociétés de capitaux, sociétés de personnes...) et le secteur d'activité (agriculture, artisanat, commerce, industrie, services...). Les coopératives ou les organismes HLM sont également éligibles au CICE.

Le CICE, à quoi ça sert ?

Le CICE a pour objectif de **redonner aux entreprises des marges** de manœuvre pour investir, prospecter de nouveaux marchés, innover, favoriser la recherche et l'innovation, recruter, restaurer leur fonds de roulement ou accompagner la transition écologique et énergétique **grâce à une baisse du coût du travail**.

www.economie.gouv.fr, 20 février 2017.

→ CICE : avantage fiscal pour les entreprises → baisse des coûts de production → amélioration de la marge → compétitivité, innovation

Cas du Pacte de responsabilité et de solidarité⁽¹⁾ : une politique « atypique » associant des mesures d'offre et de demande

(1) Ensemble de mesures prises par l'Etat à partir de 2012/2014 en faveur de l'emploi et de l'investissement



Privilégier l'offre ou la demande pour relancer la croissance ?

<https://www.europe1.fr/economie/plan-de-relance-pourquoi-les-entreprises-en-sont-les-grandes-gagnantes-3989507>

L'influence du contexte international sur les politiques économiques



Mondialisation



L'influence du cadre européen sur la régulation de l'activité économique pour un Etat membre

6



Cadre européen

- Système de coordination et de surveillance des politiques économiques nationales des pays membres de l'Union européenne et de la zone euro
- Comportant des « règles de bonne conduite » favorisant la convergence des économies nationales

Pacte de stabilité et de croissance (PSC)

- Résolution initialement adoptée en 1997 au Conseil européen d'Amsterdam
- Instrument de coordination des politiques budgétaires des Etats membres (la politique budgétaire demeure une compétence nationale)
- Objectif : assurer les finances publiques saines, nécessaires pour garantir la stabilité des prix et stimuler une croissance forte

Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) ou « pacte budgétaire »

- Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013
- Règles communes de gouvernance économique et budgétaire
- *“Son objectif [...] : renforcer le pilier économique de l'Union économique et monétaire [...], la coordination de leurs politiques économiques et la gouvernance de la zone euro”*

L'influence du cadre européen sur la régulation de l'activité économique pour un Etat membre

- Deux grandes règles de discipline budgétaire (référence : article 104 du traité instituant la Communauté européenne : « *les Etats membres évitent les déficits publics excessifs* »)
 - **Déficit public** < 3% du PIB
 - **Dette publique** < 60% du PIB (accumulation des déficits annuels)
- Une **règle d'or budgétaire** instaurée par le TSCG
 - Avoir des budgets en équilibre ou en excédent
 - Si la dette publique d'un Etat membre est > 60% du PIB : le déficit public **structurel** doit être < à 0,5% du PIB
 - Si la dette publique d'un État est < à 60% du PIB : le déficit public **structurel** peut aller jusqu'à 1% du PIB
- Des mécanismes associés :
 - **Surveillance multilatérale** (entre Etats membres)
 - **Procédure des déficits excessifs** : avertissement et recommandations à l'Etat concerné, voire sanctions financières



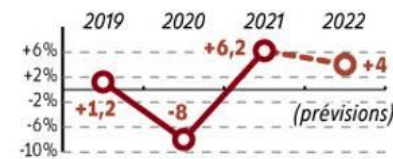
- **Pacte de stabilité et de croissance** suspendu depuis mars 2020 en considération de la crise sanitaire
- **Déficit public** : déficit de l'Etat et des autres administrations publiques (collectivités territoriales, organismes de Sécurité sociale budgétaire)
- **Déficit budgétaire** : déficit du budget de l'Etat central
- **Déficit structurel** : déficit corrigé des variations de la conjoncture, c-à-d hors dépenses inhabituelles

Les chiffres-clés du projet de budget 2022

Repères

- PIB de la France en 2021 : 2.323 milliards d'euros
- Dépenses de l'État en 2021 : 302,1 milliards d'euros
- Dette de l'État en 2020 : 2.107 milliards d'euros
(ce qui ne représente pas l'ensemble de la dette publique qui comprend aussi la dette des collectivités locales et celle de la sécurité sociale)

Taux de croissance du PIB



Budget des Ministères

- 11 milliards d'euros supplémentaires en 2022** pour les différents ministères
- ministère de la **défense** : + 1,7 milliard d'euros (+ 26%)
sur un budget total de 49,1 milliard d'euros
 - ministère de l'**intérieur** : + 1,5 milliard d'euros
 - ministère de la **justice** : + 700 millions d'euros (+8%)
 - ministère de l'**Education nationale** : + 1,7 milliard d'euros
dont 700 millions pour financer les revalorisations salariales des enseignants.
 - Enseignement supérieur et recherche : + 900 millions d'euros
 - ministère de la **culture** : + 273 millions d'euros (+ 7,5%)
(budget total 4 milliards d'euros)
 - ministère de la **transition écologique** : + 1,5 milliards d'euros (+ 3%)
(budget total de 49,9 milliards d'euros)

Fonctionnaires

Nombre de **fonctionnaires d'État** en 2021 : **2,4 millions d'agents**
(509 supprimés en 2022)

Des **créations d'emplois** sont prévues dans la **police** ou la **justice**.



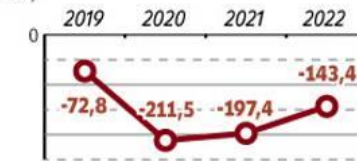
Recettes fiscales

270 milliards d'euros en 2020
300,8 milliards d'euros en 2021
Prévision 2022 : 311 milliards d'euros

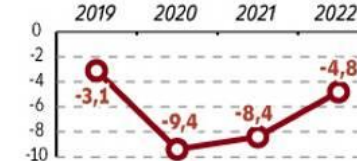
Prévision hausse recettes dans le budget

Déficit et endettement

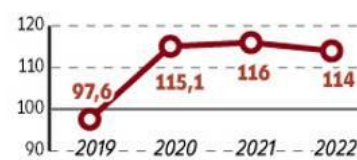
- **Déficit budgétaire** :
(en milliards d'euros)



- **Déficit public de la France** :
(en % du PIB)



- **Niveau de la dette de la France** :
(en % du PIB)



- **Volume des dépenses publiques 2022**

Baisse de 3,5 % sous l'effet notamment de la sortie progressive des mesures d'urgence.

- **Dette de l'État liée au Covid** :

estimée à **165 milliards d'euros**. Elle serait étalée sur 20 ans. Remboursement prévu en 2022 : **1,9 milliard d'euros**.

Infographie : L. Chazal CENTRE FRANCE

France, budget 2022 et respect des règles européennes

3

Déficit budgétaire récurrent, accentué par la crise sanitaire en 2020 – 2021

Taux de déficit public > 3% fixés par la BCE (avant crise sanitaire), trajectoire de réduction post-crise

Niveau de dette publique > 60% fixés par la BCE (avant crise sanitaire), trajectoire de réduction post-crise

Prévision baisse dépenses dans le budget

L'influence du cadre européen sur la régulation de l'activité économique pour un Etat membre



En bleu : pays membres de l'UE, hors zone euro

Banque Centrale Européenne (BCE)



« La stabilité des prix est la meilleure contribution que la politique monétaire peut apporter à la croissance économique »

<https://www.ecb.europa.eu/mopo/html/index.fr.html>

- Banque centrale des 19 pays de l'UE utilisant l'euro, instituée le 1^{er} juin 1998 en vue de l'introduction de la monnaie unique
- Mission principale : veiller au maintien de la stabilité des prix dans la zone euro → maîtrise de l'inflation (autour de 2%)
- Instrument principal : pilotage des taux d'intérêt

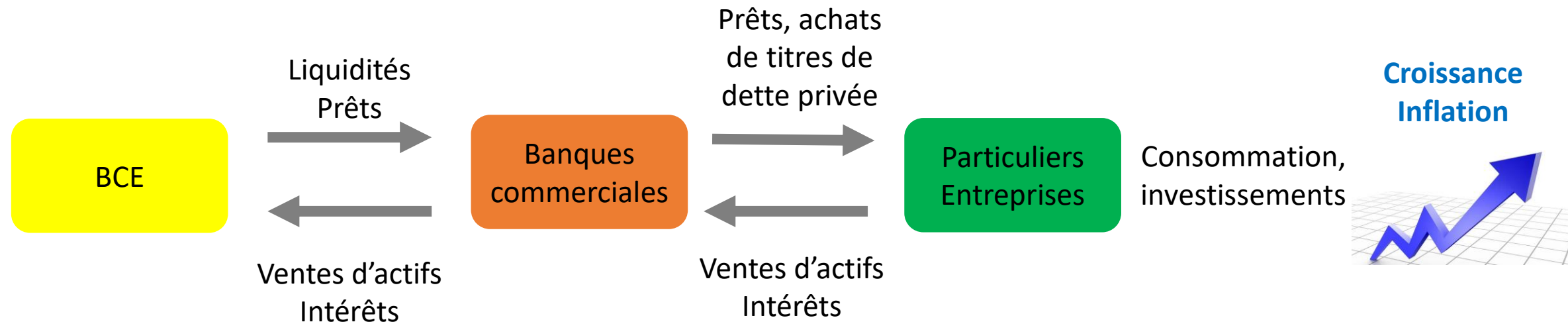
L'influence du cadre européen sur la régulation de l'activité économique pour un Etat membre

<https://www.citeco.fr/la-politique--monetaire>



Taux d'intérêt : prix de l'emprunt (intérêts payés) qui conditionne le coût du crédit

- Taux élevé → coût du crédit élevé → demande de crédit baisse → consommation et investissements ralentissent → croissance ralentit → inflation baisse
- Taux faible → coût du crédit faible → demande de crédit augmente → favorise consommation et investissements → croissance augmente → inflation augmente



Croissance et développement



Des indicateurs uniquement économiques ?

Autres indicateurs de développement

- **L'Indice de Développement Humain (IDH)**

→ Un indice statistique composite créé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en 1990, qui intègre 3 séries de données

- la santé/longévité, mesurée par l'espérance de vie à la naissance
- le savoir/niveau d'éducation, mesuré par la durée moyenne de scolarisation et la durée attendue de la scolarisation
- le revenu national réel (corrigé de l'inflation) par habitant

→ Un nombre sans unité compris entre 0 et 1 : plus l'IDH se rapproche de 1, plus le niveau de développement du pays est élevé

→ Un classement mondial annuel des pays

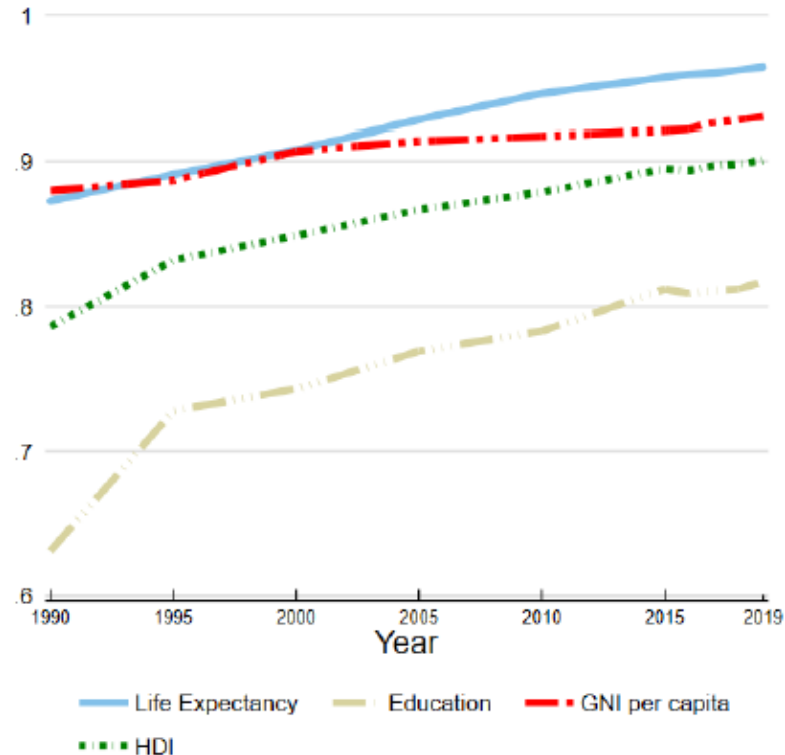
	Rank	Country	HDI value (2019)	Life expectancy at birth (years) SDG3	Expected years of schooling (years) SDG 4.3	Mean years of schooling (years) SDG 4.6	Gross national income (GNI) per capita (PPP \$) SDG 8.5
	1	Norway	0.957	82.4	18.1	12.9	66,494
	2	Ireland	0.955	82.3	18.7	12.7	68,371
	2	Switzerland	0.955	83.8	16.3	13.4	69,394
	4	Hong Kong, China (SAR)	0.949	84.9	16.9	12.3	62,985
	4	Iceland	0.949	83.0	19.1	12.8	54,682
	6	Germany	0.947	81.3	17.0	14.2	55,314
	7	Sweden	0.945	82.8	19.5	12.5	54,508
	8	Australia	0.944	83.4	22.0	12.7	48,085
	8	Netherlands	0.944	82.3	18.5	12.4	57,707
	10	Denmark	0.940	80.9	18.9	12.6	58,662

Extrait du classement PNUD 2020

- **L'IDH ajusté aux inégalités (IDHI)** : dont le calcul tient compte de l'étendue des inégalités
- **L'indice de développement de genre (IDG)** : pour comparer l'IDH des femmes et des hommes
- **L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM)** : pour mesurer différents aspects de la pauvreté à l'exclusion du revenu.

L'évolution de l'IDH de la France

Évolution des composantes de l'IDH de la France entre 1990 et 2019



La valeur de l'IDH de la France pour 2019 s'établit à 0.901 – ce qui place le pays dans la catégorie « développement humain très élevé » et au 26^e rang parmi 189 pays et territoires.

Entre 1990 et 2019, l'IDH de la France a progressé, passant de 0.786 à 0.901 (soit une hausse de 14.6 %). Le tableau A illustre les progrès réalisés par la France pour chacun des indicateurs de l'IDH. Entre 1990 et 2019, l'espérance de vie à la naissance en France a augmenté de 5.9 années, la durée moyenne de scolarisation a augmenté de 4.3 années et la durée attendue de scolarisation a augmenté de 1.5 années. Le RNB par habitant de la France a progressé de près de 38.8 % entre 1990 et 2019. La figure 1 ci-après indique la contribution de chaque composante à l'IDH de la France depuis 1990.

Tableau A : Évolution de l'IDH de la France sur la base de données cohérentes

	Espérance de vie à la naissance	Durée attendue de scolarisation	Durée moyenne de scolarisation	RNB par habitant (dollars de 2017 en PPA)	Valeur de l'IDH
1990	76.8	14.2	7.1	33,981	0.786
1995	77.9	15.7	8.8	35,432	0.832
2000	79.0	14.9	9.8	40,512	0.849
2005	80.3	15.2	10.4	42,515	0.867
2010	81.5	15.1	10.9	43,282	0.879
2015	82.2	15.4	11.5	44,454	0.895
2016	82.3	15.5	11.4	44,806	0.894
2017	82.4	15.5	11.4	45,851	0.897
2018	82.5	15.5	11.4	46,537	0.898
2019	82.7	15.6	11.5	47,173	0.901

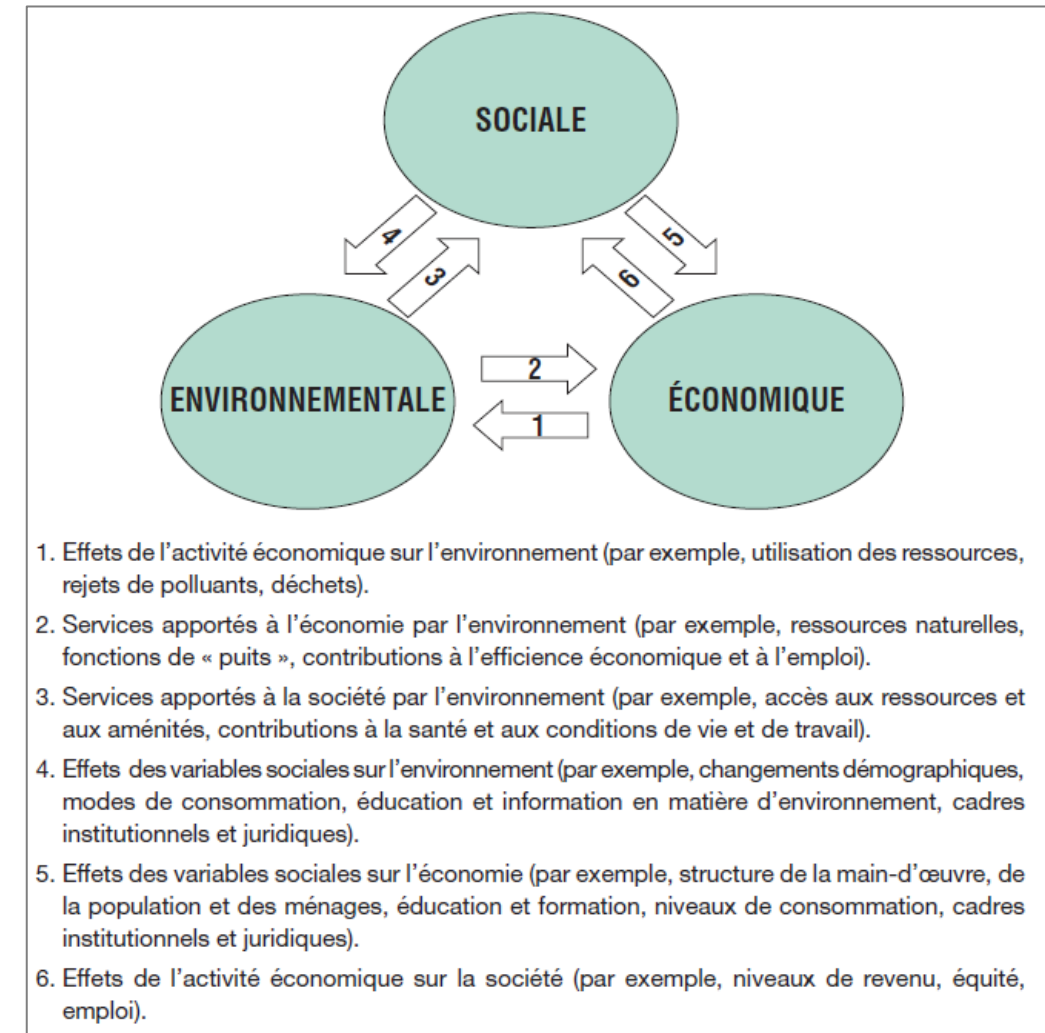
Source : Rapport sur le développement humain 2020, PNUD

Indicateurs du développement durable

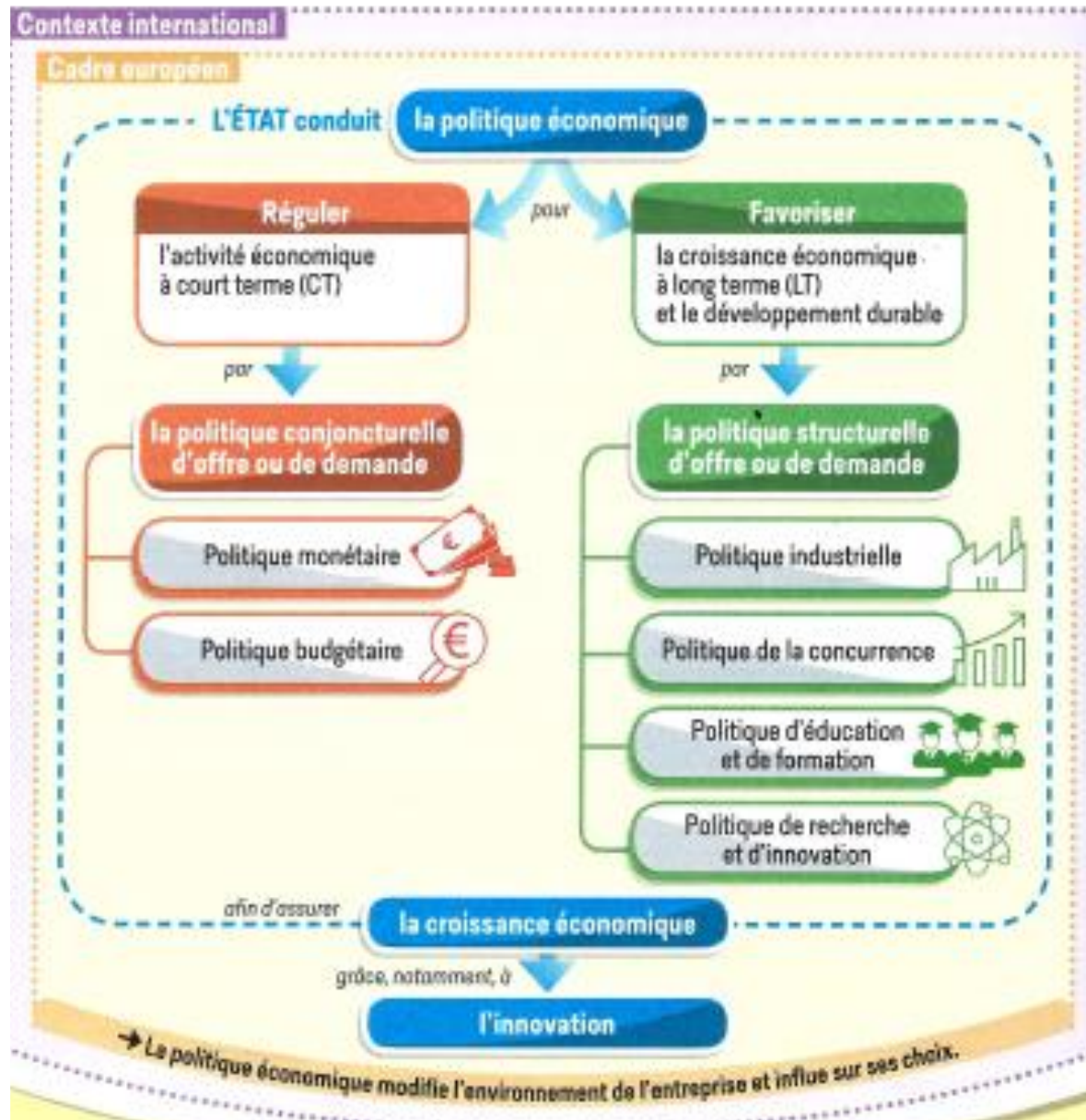
- **Développement durable : développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable**
- **Une série d'indicateurs :**

Thème	Indicateurs
<i>Indicateurs de ressources : préservons- nous notre base d'actifs ?</i>	
Actifs environnementaux	
Qualité de l'air	Indice d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et émissions de CO2 Émissions de NOx
Ressources en eau	Intensité de l'utilisation de l'eau (prélèvements / ressources renouvelables)
Ressources énergétiques	Consommation de ressources énergétiques
Biodiversité	Superficie des zones protégées en proportion de la superficie totale
Actifs économiques	
Actifs produits	Volume du stock de capital net
Actifs de R-D	Taux de croissance de la productivité multifactorielle
Actifs financiers	Actifs étrangers nets et balance des opérations courantes
Capital humain	
Stock de capital humain	Proportion de la population diplômée du 2ème cycle du secondaire/ de l'enseignement supérieur
Investissements dans le capital humain	Dépenses d'éducation
Dépréciation du capital humain	Taux et niveau de chômage
<i>Indicateurs de résultats : satisfaisons-nous nos besoins actuels ?</i>	
Consommation	Dépenses de consommation finale des ménages Intensité de production de déchets urbains
Distribution du revenu	Coefficients de Gini ¹
Santé	Espérance de vie à la naissance Qualité de l'air en ville
Statut professionnel / emploi	Rapport emploi/population
Éducation	Taux de scolarisation
1. Le coefficient de Gini décrit la mesure dans laquelle la distribution du revenu entre les individus et entre les ménages au sein d'une économie s'écarte d'une distribution parfaitement uniforme.	
Source : OCDE (2001), <i>Développement durable. Les grandes questions</i> .	

Les principales dimensions du développement durable
(source : OCDE)



En synthèse :



Manuel Delagrave (page 98)

Lexique

- **Cadre européen de la politique économique** : système de coordination et de surveillance des politiques économiques nationales des pays membres de l'UE et de la zone euro qui leur impose des règles de « bonne conduite » (ex. : limitation des déficits publics).
- **Politique conjoncturelle** : mesures prises par un Gouvernement afin de maintenir ou de retrouver les équilibres économiques du « carré magique ».
- **Politique économique** : ensemble de mesures prises par un État pour réguler l'activité économique à court terme (CT) et favoriser la croissance économique à long terme (LT).
- **Politique structurelle** : mesures prises par un gouvernement afin d'agir durablement sur les structures d'une économie.
- **Régulation de l'activité économique par l'État** : ensemble de dispositifs permettant à l'État de contrôler, renforcer ou rétablir les performances de l'économie nationale dans le cadre de ses trois fonctions (allocation, distribution, stabilisation).

Pour aller plus loin ...

<https://www.citeco.fr/la-france-est-elle-une-start-up-nation>

<https://www.touteurope.eu/histoire/histoire-de-l-union-economique-et-monetaire-et-de-l-euro/>

« Zoom sur notre industrie : reportage à Taïwan sur le secteur-clé des semi-conducteurs et entretien avec Alexandre Saubot de France Industrie »

<https://www.franceinter.fr/emissions/on-n-arrete-pas-l-eco/on-n-arrete-pas-l-eco-du-samedi-05-fevrier-2022>

« Un plan européen pour les puces : Chips Act »

<https://www.franceinter.fr/emissions/l-edito-eco/l-edito-eco-du-lundi-31-janvier-2022>